



# Eau, alimentation et écosystèmes en Afrique

par **Louise O. Fresco**

Sous-Directrice générale, Département de l'agriculture (FAO)

Les progrès réalisés dans le secteur agricole, et tout particulièrement ceux relatifs à l'utilisation de l'eau douce, se font souvent aux dépens du milieu naturel. La pression de plus en plus forte exercée sur les disponibilités et la qualité de l'eau par la croissance démographique et la hausse des niveaux de consommation d'eau par habitant nuit aux écosystèmes, qui sont vitaux pour la régulation, la fourniture et la purification de l'eau.

Durant les dernières décennies, de nombreux accords internationaux ont exhorté à harmoniser les besoins en eau de l'agriculture et des écosystèmes. A cet égard, la Conférence internationale FAO/Pays-Bas sur l'eau pour l'alimentation et les écosystèmes, qui s'est déroulée à La Haye, a imprimé un nouvel élan. La conférence s'emploie à trouver de nouveaux moyens d'atténuer les impacts négatifs de l'utilisation de l'eau dans l'agriculture, avec le double objectif de conserver l'intégrité et la productivité des écosystèmes et de renforcer la contribution cruciale de l'agriculture à la sécurité alimentaire, à la réduction de la pauvreté et à la croissance économique.

L'enjeu de la production vivrière alliée aux services pour l'environnement revêt toute son importance en Afrique, où la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté constituent des problèmes pressants. D'après les recherches récentes, ce sont les pauvres qui bénéficient le plus de l'essor de l'agriculture: un accroissement des rendements de 1% se traduit par un recul de 0,6 à 1,2 pour cent du nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour. Aussi l'Afrique doit-elle continuer à libérer le potentiel de ses systèmes agricoles, qu'ils soient pluviaux, irrigués ou mixtes.

Le degré de mobilisation des ressources hydriques pour l'agriculture en Afrique demeure encore nettement inférieur à celui d'autres régions. A l'heure actuelle, en Afrique, seulement 5 pour cent du total des ressources d'eau douce renouvelables sont exploitées, contre 20 pour cent en Asie. De même, le continent africain compte seulement 7 pour cent des terres arables totales irriguées, par rapport à 42 pour cent en Asie du Sud et 36 pour cent dans l'Est et le Sud-est asiatique. Il existe, par conséquent, un vaste potentiel à exploiter pour répondre aux besoins de l'Afrique en termes d'alimentation, de réduction de la pauvreté et d'écosystèmes.



**Tout le monde y gagne.** L'enjeu auquel est confrontée l'agriculture africaine a des retombées aussi bien locales que mondiales. La production vivrière peut être utilisée à l'échelon local ou être commercialisée; les services pour l'environnement favorisent les communautés locales tout comme l'environnement mondial. Les progrès locaux et mondiaux ne doivent pas être antagoniques, mais au contraire, peuvent être synergiques. Nous devons, par conséquent, raccorder les niveaux local et global par des marchés de produits agricoles et de services pour l'environnement qui débouchent sur des situations à somme positive. La récente initiative du nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique — qui a choisi de mettre au coeur des problèmes spécifiques du continent, l'agriculture, les infrastructures et les marchés — devrait contribuer à relever ces défis.

Le Département de l'agriculture de la FAO partage avec les pays africains son expérience d'élaboration d'une approche par écosystème à l'agriculture, et d'application d'une approche de services productifs aux écosystèmes. Nous partons du principe que l'agriculture et les écosystèmes sont étroitement imbriqués. Tous deux utilisent les mêmes ressources, la terre et l'eau, et se fondent sur les mêmes processus biologiques, la photosynthèse et la production de biomasse. (De fait, l'agriculture est un écosystème à part entière dont l'homme s'approprie les produits primaires et secondaires, et l'histoire de l'agriculture peut être vue comme le contrôle croissant des processus biologiques aux fins d'accroissement de la production.)

Afin d'exploiter les opportunités d'harmonisation de l'alimentation et des écosystèmes dans les initiatives futures de développement, nous devons tenir compte de trois facteurs importants:

- **Connaissances.** Les interactions et les corrélations entre l'agriculture et les écosystèmes sont nombreuses, spécifiques au site et caractérisées par la complexité de leurs mécanismes biophysiques. De ce fait, nous devons apprendre à mieux connaître ces interactions et processus.
- **Valeurs.** Dans la prise de décisions stratégiques pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources naturelles comme l'eau, nous devons suivre des critères qui attribuent la juste valeur à l'alimentation et aux services liés à l'environnement, à commencer par les systèmes hydrologiques multifonctionnels. Ces valeurs sont, en partie économiques, mais pas exclusivement.
- **Institutions.** Nous avons besoin d'un environnement propice pour imprimer une cohérence tant aux politiques nationales et internationales qu'aux arrangements locaux de gestion des ressources naturelles. Les parties prenantes locales — en premier lieu, les agriculteurs et les utilisateurs de ressources — et les gouvernements nationaux doivent être fermement engagés.

Une approche par écosystème implique l'optimisation de l'agriculture au sein de son environnement écologique, c'est-à-dire qu'il faut inscrire le sous-système agricole dans le cadre d'un écosystème plus vaste. Le contexte de la production vivrière et des écosystèmes en Afrique est caractérisé par sa grande diversité, précisément celle qui permet aux producteurs agricoles d'accroître la productivité dans les segments de leur milieu naturel et socio-économique. Pour exploiter ce potentiel, il faut donner plus de place à la recherche -développement axée sur les spécificités et la richesse de l'Afrique — par exemple, en sélectionnant et en développant des traits génétiques des cultures agricoles adaptés aux conditions environnementales et culturelles spécifiques de la région. Les nouvelles variétés de riz Nerica en sont un exemple positif.

**Services multiples, utilisations multiples.** A la FAO, nous encourageons également une approche intégrée de gestion des ressources naturelles ciblée sur les multiples services et utilisations des écosystèmes naturels. L'intégration consiste à rechercher des services mutuels dans la division «traditionnelle» opérée entre la production et l'environnement. C'est ce que nous avons appris depuis le Sommet de la Terre de Rio en 1992:

l'agriculture et l'environnement doivent être synergiques. Dans nos programmes d'élevage, par exemple, nous sommes attentifs aux incidences réciproques des gardiens de troupeaux et des réserves naturelles. Dans les plans d'aménagement durable de l'élevage et de la nature dans les zones tampon, nous cherchons à faire participer les éleveurs aux recettes du tourisme en guise d'indemnisation de leurs services de gestion, et à créer des liens directs avec le secteur du tourisme pour la commercialisation des produits de l'élevage locaux. Par ailleurs, une coopération peut s'instituer entre les éleveurs et les agriculteurs pour la fourniture d'eau, ces derniers s'occupant de la gestion des puits et des points de prélèvement.

Nous nous occupons également des systèmes de gestion des ressources naturelles multiservices et multifonctions, en collaboration avec l'Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI) et l'Union mondiale pour la nature (UICN). Les zones humides en Afrique représentent de riches écosystèmes qui peuvent rendre de nombreux services: promouvoir les moyens d'existence productifs grâce à la riziculture, aux pêches intérieures, aux fibres et autres ressources et aux pâturages; promouvoir les services pour l'environnement dans la conservation de la biodiversité et de la faune et flore sauvages, et la régulation et la purification de l'eau. Ces services doivent être optimisés dans les limites de la capacité de charge de chaque écosystème. En outre, il faut réunir les multiples utilisateurs — agriculteurs, éleveurs, écologistes et pêcheurs — au sein d'un arrangement de gestion commune.

**Cohérence des politiques.** Naturellement, la réalité fait que, souvent, les politiques éludent les problèmes et opportunités spécifiques aux terres humides ou que celles-ci se limitent à être désignées comme aires protégées. Comme les agriculteurs sont déjà présents sur ces terres, généralement sans mécanisme de gestion adéquat, nous perdons l'occasion de concilier les besoins de la production vivrière et des écosystèmes. La cohérence de nos politiques intersectorielles est essentielle pour appuyer la collaboration entre les parties. La cohérence est indispensable au niveau national, entre les ministères de l'agriculture et de l'environnement, de l'eau et des ressources naturelles, mais aussi dans les politiques des donateurs, et encore entre les institutions internationales, les Conventions sur l'environnement, et le PNUE et la FAO. De même, au niveau national, les politiques transversales sur l'environnement et l'agriculture doivent acquérir une visibilité dans les plans nationaux, en particulier dans les Documents stratégiques de réduction de la pauvreté préparés dans le cadre du dialogue avec la Banque mondiale et le FMI.